

Cette Rencontre-débat a été organisée
dans le cadre
de la « Journée Mondiale du refus de la misère »
le 17 octobre 2005
à l'Hôtel de Ville de Paris



COMMENT LES MEDIAS PARLENT-ILS DES PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ ?



Myène STAMBOULI - Adjointe au Maire de la Ville de Paris

L'Hôtel de Ville est la maison de tous les Parisiens, malgré les dorures des plafonds et tout ce bâtiment qui peut sembler imposant. Nous avons eu envie d'ouvrir cette Journée Mondiale du Refus de la Misère par un premier débat qui a été très préparé dans des ateliers.

Michel CASTELLAN - Co-animateur de la MIPES

La Mission d'Information sur la Pauvreté et l'Exclusion Sociale en Ile-de-France et la Ville de Paris ont souhaité que cette rencontre soit préparée par tout le monde et, particulièrement, par les personnes directement concernées. Comme pour toutes les rencontres de la MIPES, il s'agit de croiser les regards et de s'enrichir mutuellement.

Les médias, comme nous tous d'ailleurs, doivent prendre place dans ce combat contre la pauvreté. Mais parler de la pauvreté est difficile. La pauvreté dérange, elle « abîme ceux qui la vivent ». Nous attendons beaucoup de la presse et nous pouvons probablement l'aider dans son travail.

Cette rencontre a été préparée par ATD Quart Monde, le Collectif des Morts de la Rue, Autre Monde, le Secours Catholique, Emmaüs, Advocacy...

Nous avons invité des journalistes : Mme Claudine PROUST du journal « Le Parisien », Mme Pascale MANGAZOL de FRANCE 3 Ile-de-France, M. Emmanuel MOREAU de Radio France, M. Ludovic THOMAS du journal « L'Humanité », M. Elie MARECHAL du journal « Le Figaro » et un chercheur : Yves LOCHARD de l'IRES.

Geneviève - ATD Quart Monde

Grand merci aux journalistes qui vont répondre à nos questions et aussi grand merci à toutes les personnes qui connaissent la grande pauvreté, de nous proposer votre réflexion, votre expérience, votre savoir. C'est absolument essentiel.

Cette rencontre est une illustration extraordinaire de ce que peut être cette journée mondiale du refus de la misère : l'occasion de rencontre entre des personnes différentes pour penser ensemble et agir mieux. C'est exactement ce que l'on souhaite pour faire reculer la misère.

I LE CONSTAT – LE CONTENU DES MESSAGES

Francis - Le Collectif des Morts de la Rue

Il y a des erreurs ou omissions relayées par la presse. Concernant le 115 ou les hébergements d'urgence, la presse ne dit pas que cela marche si mal. Quand on n'est pas dans cette situation, on ne peut pas savoir ce qu'il se passe.

Pourquoi dans la presse on parle de la misère surtout en hiver ? Il n'y a pas plus [de décès] en hiver qu'en été. Les causes de la mort ne sont pas uniquement dues au froid. Les hôtels insalubres, on en a parlé uniquement quand il y en a eu un qui a brûlé alors que cela existe en fait depuis des années.

Au niveau des structures d'accueil, on montre toujours ce qui est beau et neuf. Chirac est allé au Fleuron. Le Fleuron, c'est la péniche de luxe qui abrite les sans abris. Il faut montrer tout ce qui n'est pas forcément très beau. On peut dire que, souvent, les journalistes ne parlent pas du réel, mais de ce qu'ils imaginent que leur public attend.

Philippe - Autre Monde

Dans un magazine, une brève titre «Alexandre le bienheureux, un SDF de 36 ans» ou bien «J'aurais de quoi payer un loyer, mais je préfère être dehors». A quoi sert ce genre d'articles ? Ne pas montrer le malheur qui dérange ? L'édulcorer au maximum en parlant de choix de vie ? Cette caricature des personnes à la rue est une généralisation poussée à l'extrême, une généralisation facile sur des situations complexes.

« P. ne boit pas, une exception dans la population SDF, une exception qui confirme la règle ». Voilà des phrases qui font mal.

Liliane - ATD Quart Monde

Je pense que les médias devraient se consacrer un peu plus à la pauvreté et surtout en parler avant que les catastrophes arrivent.

Gérard - ATD Quart Monde

La misère abîme ceux qui la vivent. Les journalistes, lorsqu'ils parlent de la pauvreté dessinent une carte de France, celle du bien-être et celle de la détresse. Mais l'être humain, [les journalistes] ils n'en parlent pas, parce qu'ils ne le savent pas. Parce qu'ils ont peur.

Moi je sais ce qu'est la pauvreté. Des personnes peuvent vivre dans un état de pauvreté lamentable, mais c'est la société qui les a poussés à ça. Il faut que les journalistes soient ouverts à ces situations, qu'ils ne les considèrent pas comme des irrécupérables.

Vous, les journalistes, vous êtes là dans cette journée du 17 octobre. Est-ce que vous prenez un engagement pour qu'à l'avenir la voix des plus pauvres soit entendue ?

Jean Pierre - ATD Quart Monde

Je voulais vous parler d'une image que les journalistes font parfois de la pauvreté. Une dame [de notre groupe] parlait de son expérience avec un journaliste, elle disait : « Le journaliste était déçu parce que j'étais bien habillée ». Mais ce n'est pas parce que l'on est pauvre et dans la misère que l'on est sale.

Pascale MANZAGOL - FRANCE 3

Vous attendez énormément des médias, pour que l'on relaye quelque chose qui visiblement n'est pas relayé. C'est vrai que quand il y a une catastrophe, on parle beaucoup de ces situations d'exclusion, de détresse. A FRANCE 3 Ile de France, on essaie de parler régulièrement de ces problèmes, mais ces sujets sont mêlés aux autres. Tout est mélangé. Ça passe peut-être inaperçu, mais c'est une volonté pour nous d'en parler régulièrement. On a fait 50 reportages sur la pauvreté en un an. Ça veut dire un par semaine. On relaie l'information. On parle du plan Grand Froid niveau 1, niveau 2, et on en reparle quand il remonte. Ça fait beaucoup de reportages.

Claudine PROUST - Journal « Le Parisien »

Effectivement dans un journal, il y a tous les jours un flot d'actualités qui viennent sur tous les sujets. Il y a effectivement une espèce de filtre au quotidien, et ce qui va l'emporter, c'est une actualité plus forte que les autres. C'est cela, je pense, qui est très dur à vivre pour vous, parce que c'est une actualité très forte tous les jours.

Ludovic THOMAS - Journal « L'Humanité »

Toute l'année nous faisons des sujets sur la pauvreté et l'exclusion. Quand j'ai un « pauvre » en face de moi, c'est avant tout un être humain. Pour moi, la priorité c'est de montrer qu'il n'a pas plus mérité qu'un autre sa situation. Mon but, c'est que le lecteur comprenne que ça peut lui arriver aussi et montrer comment la personne a basculé dans l'exclusion.

Les vraies défaillances, ce sont celles des pouvoirs publics. Il faut mettre face à leurs responsabilités des gens qui votent des lois creusant encore plus la précarité. Depuis plusieurs années, la situation ne fait que s'aggraver. La pauvreté aujourd'hui, ce n'est pas seulement le SDF, c'est aussi le salarié qui n'arrive pas à payer son loyer en fin de mois.

Elie MARECHAL - Journal « Le Figaro »

Je ne suis pas venu ici pour me faire canarder. Nous essayons de faire notre travail et les journalistes, même s'ils forment une corporation, sont extrêmement différents. Ne globalisons pas sur les médias qui seraient une espèce de bouc émissaire sur toutes les carences de la société, parce que les carences sont les nôtres, mais elles sont aussi les vôtres. Nous faisons partie de la même société.

Cécile - Le Collectif des Morts de la Rue

Lorsqu'on a commencé à travailler sur ce sujet, sur le regard porté sur les pauvres d'une manière générale, sur plusieurs réunions, il y a eu une majorité de plaintes dans un premier temps. Ça a commencé par une plainte avant d'arriver à quelque chose qui est « oui, on a besoin de travailler ensemble, mais comment s'y prendre ? ». On s'achemine vers cela dans le courant de la matinée.

Yves LOCHARD - Chercheur IRES

Ce qui m'est apparu au cours de l'enquête menée en 2001 qui concernait la couverture de la pauvreté par la presse en 1998 et 2000, c'est l'implication des journalistes. Ces huit journalistes m'ont paru très impliqués, conscients des problèmes. Je n'en ai vu aucun d'indifférent ou qui aurait traité ces questions-là comme d'autres questions. Malgré tout, ils étaient prisonniers ou contraints par des règles plus générales qui tenaient à la logique rédactionnelle, l'aspect économique.

J'ai rencontré plusieurs cas de journalistes qui avaient produit des articles pour lesquels ils avaient beaucoup donné, et qui ont été ensuite refusés parce que la logique de l'actualité faisait que tel autre thème prenait le dessus.

On parle dans la presse écrite de ces questions à l'occasion de journées rituelles : aujourd'hui le 17 octobre, la semaine du Secours Catholique quand ils publient leurs statistiques sur la pauvreté et à l'ouverture des Restos du Cœur. En dehors de ça, les articles sont rares.

La question est souvent abordée, peut-être pas dans un but émotionnel, mais à l'occasion d'évènements dramatiques. Cela vaudrait pour les hôtels insalubres qui ont brûlé ces dernières semaines. On aborde le problème dans des circonstances dramatiques plutôt que dans des périodes d'étiage, de calme, où l'on pourrait l'aborder et faire des enquêtes plus approfondies.

Daniel - Le Collectif des Morts de la Rue

Il y a eu une mauvaise expérience aussi avec un reportage sur les oubliés de la canicule. La journaliste a dit qu'elle s'intéressait à notre travail, à la mort des personnes de la rue, mais finalement, elle a enlevé tout ce qui nous intéressait pour ne garder que ce qui illustrait ce qu'elle voulait dire. Nous nous sommes sentis utilisés, manipulés.

Il y a peu d'enquêtes d'investigation. Par exemple, un journaliste téléphone pour avoir le nombre des morts de froid aux environs de Noël. Quand on lui donne un compte sur le nombre des personnes décédées de mort violente, il dit que non, ce qu'il cherche ce sont les morts de froid. Ils veulent simplifier, ils ont peu de temps.

Mauricette - ATD Quart Monde

Une année, notre mouvement ATD Quart Monde avait été invité par le Cardinal Lustiger à une messe de minuit. Le lendemain, on voit dans « Le Parisien » en gros plan [une photo] et en légende « Les plus pauvres de la société invités à la messe de minuit ». Ça m'a fait mal, quelque chose de terrible. Je ne suis pas sortie pendant 10 jours parce que j'avais peur qu'on me reconnaisse. Je me suis dit qu'ils auraient pu écrire : « Le Mouvement ATD Quart Monde et les autres associations étaient invités à la messe de minuit ». Là, j'aurais beaucoup mieux compris.

Redouane - Le Collectif des Morts de la Rue

Il y a eu un article sur le SAMU Social. Un journaliste l'accompagnait et a parlé d'Henri qui refusait d'être emmené pour trois raisons : il attendait un ami à qui il avait promis d'être là ; la dernière fois qu'il est parti ainsi, on lui a volé des chaussures ; et enfin, il a un coin d'immeuble où il est connu des habitants et il préfère rester là que de perdre sa place.

Le commentaire du journaliste soulignait la désocialisation d'Henri qui refusait de l'aide, sans interroger le système qui ne respecte pas le tissu social qu'Henri s'est créé dans la misère. La manière dont on parle des pauvres : si on dit qu'un « SDF » a été assassiné, on oublie que c'est un homme qui l'a été. Si on dit « Familles nombreuses, africaines, polygames », les termes font qu'on ne semble pas parler de la même espèce humaine. Il s'agit de curiosité et non de fraternité.

Robert - ATD Quart Monde

Cela concerne une rencontre internationale à Varsovie pour l'élargissement de l'Union européenne. Une journaliste d'Arte nous a accompagnés pendant toute cette rencontre et devait faire un reportage sur les combats que les gens en grande pauvreté mènent pour se relever. Elle nous a raconté qu'elle était partie dans les rues de Varsovie et qu'elle avait filmé une longue file de personnes qui faisaient la queue à la soupe populaire. On lui a posé une question : est-ce que les gens savaient qu'ils étaient filmés ? Elle a dit non et a précisé que les gens se sont enfuis en voyant la caméra s'approcher, et que l'on ne voyait que des silhouettes. Rentré en France, quand j'ai vu le reportage, j'ai vu la caméra s'approcher des gens, je les ai vus s'enfuir. Contrairement à ce qu'a dit la journaliste, on pouvait tout de même reconnaître et identifier les personnes. Moi-même, qui ai vécu dans la rue une bonne dizaine d'années, je ne voulais surtout pas passer à la télévision. J'aurais eu peur que ma famille apprenne de cette manière ce que j'étais devenu.

Pour moi, ces images ont été volées et les personnes n'ont pas été respectées.

Françoise - Assistante sociale

Je ne pense pas que les journalistes soient totalement libres ni des sujets, ni de la manière dont ils les font. Il y a eu un mouvement très important des assistantes sociales et assistants sociaux puisqu'un tiers de la profession a fait grève pendant 6 semaines.

Nous avons contacté tous les médias et nous nous sommes rendus compte à quel point il était difficile de parler de ce qui nous préoccupait. Une des raisons de cette grève étant la montée de la précarité, ce que nous voulions dénoncer. Cela a été quasiment impossible. Sortir de l'évènementiel, c'est parler de ce qui génère la pauvreté et c'est un sujet relativement tabou.

Quand on parle de la pauvreté, on ne parle que de l'associatif et pas du tout de la masse des professionnels qui travaillent à la prévention des effets de la pauvreté ou pour diminuer la pauvreté.

Christian - ATD Quart Monde

Je trouve que l'on ne fait pas ressortir suffisamment le combat que mènent les plus pauvres pour survivre ou les solidarités qui existent entre ces personnes. Or, ce combat est une partie intégrante de leur dignité, c'est une manière aussi de leur restituer leur dignité.

Emmanuel MOREAU - France Inter

Il ne faut surtout pas essayer d'opposer. Il faut essayer de trouver des terrains d'entente pour faire évoluer cette question.

J'avais créé, en 1994, une radio à Radio France qui s'appelait Radio Urgence. C'était une radio de services qui voulait délivrer des informations à propos des personnes en précarité et qui redonnait aussi la parole aux personnes «sans voix». Les revendications étaient nombreuses hors micro, mais dès que l'on ouvrait le micro elles devenaient difficiles, comme les messages à formuler. Bon nombre de personnes en précarité ne souhaitent pas être reconnues par leur famille. En prenant la parole à la radio, on retrouve une identité tout en restant anonyme. C'était une de nos forces. Il y avait un monsieur, en précarité, qui était chargé de la revue de presse. Chaque jour, il prenait les journaux, commentait cette actualité avec son regard. Je me souviens, par exemple, il avait une façon de parler du sport de plein air qui en disait beaucoup plus long que n'importe qui de nous, qui n'étions pas dans la précarité. A Radio France, on diffuse les messages d'alerte en disant aux auditeurs qu'ils peuvent appeler le 115. Diffuser ces messages rappelle quand même à la population qu'il y a des personnes qui souffrent.

Pascale MANZAGOL - FRANCE 3

Les journalistes ne sont pas là pour aider. On est là pour donner de l'information, mais pas pour aider. Il faut qu'on informe bien, dans le respect des autres, de tous les autres, mais on n'est pas là pour aider, ni pour soutenir un mouvement social.

A propos du reportage sur Henri : c'est très compliqué, cela demande beaucoup de nuances, il faut qu'il y ait du pluralisme dans la presse, plus de reportages et de portraits. Mais c'est compliqué, il faut nommer les choses. Vous dites, il ne faut pas vous nommer, il ne faut pas dire que vous êtes pauvres. Mais en même temps, il faut bien dire que cette situation existe, il ne faut pas la nier.

Il faut beaucoup de nuances, c'est ce que l'on essaye de faire. Après, il y a des dérapages, des erreurs, la presse fait des erreurs évidemment.

On est confronté au problème du témoignage. Ceux qui ne veulent pas être vus sont peut-être ceux qui ont les témoignages les plus intéressants à délivrer. Nous, on le fait en les respectant, mais couper un témoignage n'est pas manquer de respect à quelqu'un qui a délivré ce témoignage. C'est frustrant. Cela fait partie des règles. C'est le rôle des journalistes, aussi, de choisir.

Michel - ATD Quart Monde

Je peux témoigner de la venue d'une équipe de FRANCE 3 sur le terrain. Dans un lieu où les familles [vivant en caravanes] sont menacées d'expulsion, j'ai ressenti la grande délicatesse de cette équipe pour rencontrer les familles. Les personnes qui ont accepté de prendre la parole ont pris beaucoup de courage sur elles-mêmes. Moi, j'ai été touché par la qualité de rencontre de ce reportage. L'équipe venait avec un sujet précis, elle s'est trouvée déstabilisée, ne sachant plus très bien comment prendre la question. Mais j'ai été heureux de sentir des hommes qui se laissaient habiter par d'autres. Il y a eu une grande fierté de se dire : on se rencontre . J'ai senti que les familles pouvaient dire ce qui comptait à ce moment-là et ça n'empêchait pas les journalistes de reprendre ce qu'ils voulaient.

Voilà, on se heurte au fait que les gens qui vivent dans un lieu abandonné comme ça, se sentent humiliés. Ils se disent que s'ils passent à la télé, on va leur dire qu'ils sont pauvres, alors que ce n'est pas du tout la question.

Une autre équipe de journalistes nous a interpellés en nous disant qu'ils voulaient présenter un bidonville et en demandant qu'on leur présente ce lieu. Les gens ne reconnaissent pas du tout habiter en bidonville. Ils se sentent abandonnés et ne comprennent pas qu'on les expulse sans qu'on leur dise où ils vont habiter. Lorsque j'ai répondu ça, on m'a dit « ATD Quart Monde veut cacher la vérité ». Non, on veut provoquer une rencontre pour que les gens puissent se parler, on ne veut pas cacher la réalité.

Claudine PROUST - Journal « Le Parisien »

Je voudrais revenir sur les contraintes de notre métier. On vient rencontrer des gens, des êtres humains mais après, il faut que l'on fasse un métier.

Dans un journal, les grands sujets d'investigation que l'on souhaiterait humainement pouvoir faire de temps en temps, on n'a ni l'espace, ni le temps pour les faire. Nous travaillons toujours un peu dans l'urgence, nous sommes les premiers à le regretter.

Il y a la contrainte d'espace, on est obligé d'élaguer au fur et à mesure qu'on écrit l'article. Cela vous renvoie quelque chose de très caricatural. On ne peut pas toujours vérifier toutes nos informations.

Pour les titres, on n'est pas réputé faire des titres dans la dentelle. On ne peut pas faire de titres sur trois lignes. J'entends bien que c'est extrêmement fâcheux, extrêmement humiliant aussi. Nous soumettons un article, il est relu par un chef de service ; de temps en temps, il est réécrit aussi. Je ne suis pas patron de presse, ce n'est pas moi qui décide.

Hélène THOULUC - Emmaüs

Je suis responsable de la communication. Effectivement, les journalistes ont des contraintes qu'ils nous imposent de fait. On peut avoir un appel pour avoir un travailleur pauvre qui gagne moins de 700 euros et qui est à la rue. Un profil très précis !

On est toujours dans la course aux témoignages, c'est très réducteur. L'hiver dernier, la presse a fait courir le bruit que les personnes ne voulaient plus aller en centre d'hébergement d'urgence. Et, petit à petit, c'était devenu une réalité. Mais ces personnes, même quand elles disent cela, c'est plus complexe. Elles sont peut-être dans le déni. Elles ont une parole qui peut cacher une plus grande souffrance. On est toujours dans la caricature, il ne faut pas réduire au cas d'une personne, il faut que ce soit complété par quelque chose de plus large.

Pedro MECA - Les Compagnons de la Nuit

Il y a quelque chose d'irréconciliable. Il y a ceux qui veulent que [la pauvreté] s'arrête et ceux qui informent. Ce sont des intérêts tout à fait différents. Ce n'est pas sûr que par l'information, on soit mieux informé. Jamais je n'enverrai à un match de foot [un journaliste] qui n'a jamais vu un ballon. Si on ne connaît pas, on a du mal à rendre compte de la réalité.

De toute manière, une blessure, quand on tape dessus ça fait mal.

On parle presque exclusivement de la pauvreté matérielle. On regarde trop la réalité par l'aspect de la misère et non par l'aspect de la valeur [de la personne]. J'inviterais à la créativité. Depuis l'appel en 54 de l'Abbé Pierre, les articles sont toujours les mêmes. Et pourtant on n'est pas pauvre de la même manière qu'il y a 10 ans ou 40 ans.

La pauvreté n'est pas une fatalité, même si certains naissent pauvres.

Je crois qu'il y a avantage à mettre de la créativité. Par exemple, quelqu'un, à telle rue, meurt soit-disant de froid. On sait bien que ce n'est pas le froid qui tue puisque l'été on meurt autant. C'est la rue qui tue. On pourrait tout simplement mettre un point d'interrogation : n'y a-t-il pas dans ce quartier une chambre libre ?

Je ne vois pas d'article qui mette en cause les règles du jeu social. Tant qu'on ne les mettra pas en cause, il n'y aura pas de solution.

Daniel - Emmaüs

Je suis permanent de nuit à l'association. Hier, avec quelques hébergés, nous avons préparé cette rencontre. J'ai moi-même travaillé dans la presse régionale, sur des sujets qui pourraient être traités : la vie d'une personne dans la rue le week-end, la fermeture des centres d'urgence en période estivale. Effectivement, les journalistes travaillent sur l'événementiel ; par contre, la précarité est un combat qui dure en permanence et qui s'installe.

II LES RELATIONS AVEC LES JOURNALISTES

Micheline - Le Collectif des Morts de la Rue

Souvent, nous n'avons pas les retours promis. On demande à avoir la cassette d'un reportage et on ne l'a pas. Un article ? On ne nous le donne pas. Alors, on se sent volé.

Thierry - Secours Catholique

Je vais parler de points positifs et de points de vigilance. 80 personnes habitaient dans le Bois de Boulogne. En mai 2003, la police nationale débarque et leur demande de partir. 2 ou 3 personnes se sont tournées vers nous, Secours Catholique, pour leur demander de faire entendre leur parole. Nous avons fait une action institutionnelle auprès des élus et des médias.

Point positif : le contact a été bon. Les journalistes ont pris le temps de venir à plusieurs reprises pour établir une relation, certains sont revenus discuter de l'émission après qu'elle soit passée à la télévision.

Points de vigilance : avec certains journalistes, on arrive à négocier pour lire l'article avant, pour d'autres, on n'y arrive pas. Il est arrivé que des expressions ou des erreurs blessent les personnes.

Il arrive que la parole des personnes soit déqualifiée. Dans l'article, on fait parler un expert qui éclaire. Cette parole est présentée comme la vérité et cela discrédite ce qu'il y a eu avant.

Michel - ATD Quart Monde

J'ai beaucoup cherché à ce qu'on interroge les plus pauvres au-delà des questions de pauvreté. Ils ont leur propre regard sur ce que vivent nos pays, ils ont leur propre manière de penser. Les personnes auraient tellement envie de nous parler pour nous dire leurs expériences à travers d'autres sujets qui nous concernent tous. Encore une fois, les pauvres n'ont à parler que de la pauvreté et c'est tout.

Un intervenant

Dans la presse quotidienne, on voit les interviews des hommes politiques et des grands acteurs économiques. Souvent, il est indiqué que celui-ci a été revu, relu par la personne interrogée. Je m'adresse aux journalistes, dans l'esprit d'essayer de construire ensemble. Pourquoi ne pas revenir vers les personnes [en précarité] avec qui on a fait un reportage pour leur demander ce qu'elles pensent de ce qui a été écrit ou du film qui a été fait ?

Le journaliste a lui-même son libre arbitre, mais pourquoi ne pas faire ce travail avec les personnes pour essayer de «sortir» un produit qui soit contrôlé par les personnes dans ce qu'elles disent et ce qu'elles montrent ? Est-ce que ce type de questions est abordé à l'école de journalisme ?

Claudine - ATD Quart Monde

La façon dont on présente les gens pauvres est une indiscretion. On présente parfois les gens pauvres comme des gens sales. Ce n'est pas vrai. On dit aussi parfois que les pauvres se renferment et ne savent pas se défendre. Même si on est pauvre, on peut s'en sortir. Il n'y a pas que les journalistes qui blessent, tout le monde peut blesser. Médecin, juge, assistante sociale, tous peuvent nous parler comme à des personnes non responsables, incapables de comprendre. Parfois, ils assimilent la pauvreté à une maladie. Je pense que chaque individu a le droit de s'exprimer librement, de se dévoiler sans se sentir bousculé car l'indiscretion peut blesser l'amour propre.

Jacques - Secours Catholique

Dans un pays de l'Est, je travaillais avec une ONG qui va tout simplement donner des repas à des gens qui étaient dans une misère à peine imaginable. Les gens de l'ONG étaient obligés de se cacher car les personnes de la vie civile «caillaient» le camion. Dans cette extrême misère, les gens qui n'étaient pas miséreux manifestaient leur haine de la misère, qui se transforme en la haine du miséreux.

Souvent, les reportages tentent de nous protéger de la haine, suscitent la pitié et nous débarrassent au lieu de nous conduire vers une solidarité qui nous met en cause nous-mêmes.

Luc - Hébergement d'urgence ASCS

On est davantage dans la solidarité du cœur plutôt que dans celle de la raison et cela pose un problème. Du fait d'être dans la solidarité du cœur, on recherche l'événement, l'extraordinaire. Mais il faut de la pédagogie, il faut essayer de faire comprendre quels sont les mécanismes. Passer à la télévision, ce n'est pas une fin en soi. Il faut chercher à comprendre le message que nous voulons faire passer. Il faut qu'il y ait une commande qui puisse exister, très claire depuis le départ. La personne qui répond, qui livre ses tripes, doit savoir la raison de ce témoignage, à quoi il va servir.

Claudine PROUST - Journal « Le Parisien »

Il faut arrêter de parler des pleins pouvoirs que nous n'avons pas. Nous sommes là pour informer, nous sommes des intermédiaires, nous n'avons pas le pouvoir de changer le monde.

On peut raconter les choses, il faut le faire de la manière la plus décente possible.

Il faut faire attention à ne pas faire pleurer, mais si on ne dit pas les choses de façon précise, est-ce que cela va interpeller les gens ? Si on parle de grandes expertises anonymes, est-ce que le lecteur, le téléspectateur va vraiment mesurer, sentir, ressentir le problème ?

Jacqueline - Journaliste retraitée engagée avec ATD Quart Monde.

Pourquoi est-ce qu'après des années et des années de bataille, les associations ont réussi à faire voter une loi contre la grande pauvreté et l'exclusion et pourquoi fait-on maintenant, grosso modo, comme si cette loi n'existait plus ? Tant que nous aurons besoin de traiter les pauvres comme des gens à part, on n'avancera pas contre la misère et on n'ira pas vers une société solidaire et juste. Etre journaliste, c'est aller jusqu'au bout de l'information. Pourquoi faudrait-il que les pauvres soient amenés sans arrêt à parler de leur vie privée pour montrer qu'ils existent ?

Elie MARECHAL - Journal « Le Figaro »

Je suis journaliste, je crois avoir des compétences professionnelles. Je ne suis pas spécialiste de la pauvreté. Je n'ai pas de spécialisation sur les questions de droit au logement, législation du travail, législation sociale ou sur les aspects psychosociaux. Un journaliste est un généraliste qui papillonne sur un certain nombre de sujets et c'est forcément frustrant par rapport aux spécialisations que vous avez, vous, par compétence professionnelle. L'an dernier, le journal m'a demandé de faire un papier sur les SDF en été. Je me suis servi d'une personne que je connais, que j'avais vue une fois à un rassemblement avec son chien. Nous avons passé deux heures pendant lesquelles il m'a raconté sa vie, ce qu'il faisait l'été.

Une autre personne voulait mettre son grain de sel. Manque de pot, je voulais faire le portrait d'une seule personne. Je n'avais pas à négocier mon papier. J'écris ce que je veux, ce que j'estime en conscience être honnête. Un bon papier c'est un papier qui passe. Il faut faire passer le papier même s'il y a des erreurs. Trois semaines plus tard, j'ai reçu au journal une lettre recommandée de l'autre SDF qui demandait de parler de lui. J'ai apprécié.

Sur le droit à la critique, n'oubliez pas qu'il existe des responsables de rédaction, des courriers de lecteurs. Vous avez toujours le droit à la parole. Nous sommes libres, vous comme nous.

Mauricette - ATD-Quart Monde

J'ai été interrogée par le journal « La Croix », suite au 17 octobre 1992. J'ai discuté sur le titre. La journaliste avait marqué d'après mon histoire : «Mauricette a tourné le dos à l'alcoolisme par l'amour des siens». Je lui ai proposé «Tourné le dos à la débîne», ça veut dire la profondeur de la misère. Je ne savais pas si elle allait le faire. Quand j'ai reçu l'article avec un mot de sa part, j'étais fière. Le titre correspondait. A force de discuter avec le journaliste, on obtient quelque chose.

Je m'occupais d'une famille vivant au bord de la Seine dans l'extrême pauvreté. [Les journalistes] ont filmé ...il y avait des gamines qui faisaient des crêpes. Il y avait une étagère avec des croûtes de pain. Le journaliste a filmé une deuxième fois quand le petit rat est passé par-là. Je n'étais plus d'accord. J'ai demandé d'enlever cette image-là, parce que si une assistante sociale voyait ça, ça pouvait porter préjudice. Il m'a promis d'enlever l'image. J'ai dit que j'allais mettre la télé pour regarder le reportage et que j'avais ses coordonnées. Je vous le dis, il faut dialoguer quand ça ne va pas avec les journalistes. Il ne faut pas avoir peur.

Un intervenant - Le Collectif des Morts de la Rue

Quand on parle de la misère, on pourrait aussi parler de la richesse de la personne, ne pas voir que le côté clinique ou vétérinaire, parler aussi de cette personne en tant qu'être humain. Oser le point de vue de celui qui est en détresse sans le dénigrer. Se dire que la parole de la personne est aussi importante, même si elle est plus maladroite que la personne qui l'accompagne. Oser cela. Ecouter ce qui est dit et qui peut être constructif par le dialogue avec la personne, ne pas faire peser le soupçon sur ce qu'il dit.

Louisa - ATD Quart-Monde

Nous avons été contactés par un journaliste à la suite de la remise du rapport Hirsch à M. DOUSTE BLAZY. Il a demandé à pouvoir interviewer une famille. Quand il y a un bon rapport entre la personne interviewée, son entourage et le journaliste, ça peut excellentement se passer.

Deux points ont résulté de cette interview. Le père de famille a eu une reconnaissance qu'il n'avait pas eue depuis X années puisqu'il vit dans la précarité. Secondement, suite à l'article, il a été invité avec une personnalité. C'était hallucinant de voir ces deux personnes qui ont un parcours de vie si différent, s'entendre sur le principe de vivre dans la pauvreté et de le vivre dignement.

Un intervenant

Je viens d'entendre que le droit à la parole existe. C'est faux. Actuellement, le droit à la parole n'existe pas pour les pauvres.

En 2000, nous avons fait une lettre, travaillée sérieusement sur le RMI. On décrivait ce que les experts savamment décrivent comme les effets pervers du RMI. Tout cela était [dit] du point de vue des gens de la rue. Par eux-mêmes, c'est quand même intéressant. Nous avons envoyé cette lettre à des dizaines de journalistes, aucun n'a répondu. Ou ceux qui ont répondu ont dit qu'ils étaient ficelés par leur rédaction et qu'ils ne pouvaient pas la faire passer. Nous soulevions les problèmes de la santé, du logement, du travail. Je pose la question aux journalistes, pourquoi n'êtes-vous pas venus travailler avec nous ? Là, les journalistes n'ont pas été des passeurs.

Bernard - Advocacy

A une exclusion, s'enchaîne une autre. Evidemment, ce n'est pas agréable de dire comment une SDF, qui va au commissariat de police pour dire qu'elle a été violée dans le hall de la gare de Lyon, n'a pas été reçue, comment elle finit en asile d'aliénés, comment après ça, quand elle rencontre la police, on lui dit « antécédents psychiatriques » et on n'écoute rien.

Je crois que, comme tout le monde, on a un devoir de témoignage face aux dysfonctionnements graves. Et je crois que les journalistes ne doivent pas seulement dire que la personne est dehors, la malheureuse.

Gérard - ATD Quart Monde

Est-ce que les journalistes peuvent intervenir auprès des politiques pour qu'ils ne prennent pas de décision contre l'égalité des êtres humains ? Est-ce qu'ils peuvent aider à changer le regard sur la pauvreté ? Je voudrais que l'on arrête de voir les personnes pauvres comme des droguées de l'assistanat. Ce qu'elles voudraient, c'est travailler, créer, avoir de la culture, être respectées.

Vous, les journalistes, pouvez-vous appeler à la responsabilité vis-à-vis de ces hommes ? Pouvez-vous réussir à casser l'indifférence ? Pouvez-vous arriver à rappeler l'importance de l'être humain ?

Ludovic THOMAS - Journal « L' Humanité »

Nous sommes différents, on travaille dans des rédactions différentes et le rôle de journaliste, on ne le vit pas de la même façon. Nous sommes des passeurs d'information, mais nous sommes aussi des acteurs. Je ne vois pas pourquoi un journaliste ne serait pas avant tout un citoyen. Si on peut aussi exercer une pression à travers nos supports, je souhaite que nous le fassions. A l'Humanité, nous défendons un certain idéal.

Mylène STAMBOULI - Adjointe au Maire de la Ville de Paris

Nous vivons dans l'un des pays les plus riches du monde, qui n'arrive pas à éradiquer complètement la grande pauvreté. Nous savons que nous avons des milliers et des milliers de personnes qui vivent en dehors du chiffre fixé du seuil de pauvreté, avec des minima sociaux. Cette question est éminemment politique. Il me revient de dire, ici, dans cette mairie, combien, pour nous, la pauvreté et cette journée ne sont pas uniquement un moment de rencontres et de débats, mais aussi l'occasion d'une réflexion de fond sur les causes de cette pauvreté et du maintien de cette pauvreté dans un grand pays comme la France.

Une intervenante - Emmaüs

Je voudrais témoigner de l'expérience faite à l'association Emmaüs, au printemps, à propos du texte du référendum sur la constitution européenne. On a créé des débats dans les centres d'hébergement d'urgence et de réinsertion, ainsi que dans les accueils de jour, donc avec les personnes accueillies et hébergées. Ces débats ont eu un énorme succès, avec plus de 300 personnes et donc les médias s'y sont intéressés. Les médias parlaient à ces personnes de ce qu'elles pensaient sur la politique européenne, et cela les mettait dans une situation radicalement différente.

Pascale MANZAGOL - FRANCE 3

Je voulais juste dire que j'avais entendu tout ce qui a été dit, qu'il y avait beaucoup de colère et cela s'entend tout à fait. Je vais essayer de rendre compte aux journalistes de la rédaction de tout ce qui a été dit. Quand j'ai dit en conférence que je venais ce matin, tout le monde trouvait que c'était très bien. Tous les journalistes de la rédaction se posent des questions quand ils font un reportage en général et, en particulier, sur ce type de sujet-là. Voilà, cela ne fait que commencer, je pense.

Elie MARECHAL – Journal « Le Figaro »

Je me joins à ma consœur d'abord pour vous remercier. Nous étions là, pas seulement pour répondre, mais surtout pour entendre. Si nous sommes venus, c'est que nous ne désespérons, ni de notre métier, ni de nos interlocuteurs. Nous avons nos fragilités, nos maladresses, je vous en prie, ne désespérez pas du journaliste.

Emmanuel MOREAU - France Inter

J'ai appris une chose en montagne. Quand on monte en cordée, le guide regarde comment chacun marche, et chacun se met sur le pas du plus faible. Cela n'empêche pas d'arriver au sommet. Je peux vous garantir que je continuerai à faire la même chose dans mon métier.

Geneviève - ATD Quart Monde

Grand merci à tous, en tout premier à nos amis journalistes. Il y aura un compte rendu dans les documents de la MIPES qui nous permettra de continuer à avancer ensemble. Merci à tous.

